

Enjeux des négociations climatiques Varsovie COP 19

Préparé par

Alain Brunel, directeur énergie-climat AQLPA

CONTEXTE

Un cinquième rapport du GIEC qui durcit les diagnostics précédents

Le 5^e rapport du GIEC (AR5) a confirmé l'impasse climatique dans laquelle le monde plonge jour après jour. Pour avoir une chance de limiter la hausse de la température globale à 2°C au cours du siècle, seuil considéré comme étant la limite pour empêcher des perturbations dangereuses du système climatique », il faudrait réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) à moins de la moitié de ce qu'elles étaient en 2010 d'ici 2050, et les ramener à zéro avant 2070. Cela supposerait de laisser dans le sol entre 66 et 80% des réserves d'énergies fossiles connues.¹

Tendances des émissions : les pays ne respectent pas leurs engagements volontaires

Or les émissions mondiales sont toujours à la hausse. Le bilan énergétique du monde repose encore à 80% sur les énergies fossiles et l'industrie fait preuve d'une grande créativité pour exploiter les gisements non conventionnels et nous faire croire qu'il s'agit encore de développement économique. Mais ces projets participent aux tendances actuelles d'augmentation des émissions de GES qui nous entraînent vers une hausse des températures moyennes de quelque 4°C avec un cortège de conséquences catastrophiques.

Lors de la conférence des parties de Copenhague (COP 15) en 2009, environ 85 pays membres de la convention cadre sur les changements climatiques s'étaient engagés à limiter le réchauffement planétaire à +2°C. Mais les engagements volontaires pris par les pays suite à Copenhague induiront une réduction du réchauffement de seulement 0.3°C. Les engagements sont insuffisants pour atteindre la cible agréée par tous. Les émissions mondiales de GES continuent d'augmenter. Le niveau actuel est de 49 milliards de tonnes (Gt) d'équivalent CO₂ et elles devraient atteindre 52 Gt en 2020. La cible globale en 2020 pour commencer à stabiliser le climat est estimée à 44 milliards de tonnes. L'écart de 8 Gt équivaut à 13 fois les émissions annuelles du Canada. Rien d'anodin.

Le Canada, un fautif récidiviste

Le Canada est d'ailleurs un grand fautif en matière de dérapage des émissions et même un récidiviste chronique. Le gouvernement canadien a réussi à se fixer des objectifs inférieurs à ceux qu'il avait lui-même annoncés à Copenhague pour s'aligner sur ceux des États-Unis, à savoir -17% de GES en 2020 par rapport aux émissions de 2005. Malgré les efforts des provinces vertueuses, notamment l'Ontario, le BC et le Québec, il n'est même pas

¹ Voir World Energy Outlook 2012 de l'Agence internationale de l'énergie et Unburnable Carbon, Wasted Capitals and Stranded Assets de Carbon Tracker Initiative <http://www.carbontracker.org/wastedcapital>

en train de les atteindre ! La cible de réduction du Canada pour 2020 était de 607 mégatonnes de CO₂, il est en voie de la dépasser de plus de 110 mégatonnes, soit quelque 20%. Le Canada va manquer la faible cible qu'il s'était lui-même fixé après Copenhague et actée lors de la conférence de Cancun en 2010. Les efforts des provinces et des acteurs locaux seront effacés par les émissions en forte croissance de l'industrie pétrolière et gazière, il est prévu que la production de pétrole des sables bitumineux double d'ici 2020 et triple d'ici 2030...

ENJEUX DES NÉGOCIATIONS

Dans ce contexte difficile, la conférence de Varsovie constitue une étape essentielle pour préparer le grand accord international post 2020 devant être signé à Paris en 2015. Les négociations à Varsovie contribueront à poser les jalons de l'architecture de cet accord et dans le même temps devront obtenir un renforcement des engagements déjà établis. Voici quelques enjeux à surveiller à Varsovie.

Renforcement des engagements

L'ONU estime en effet encore possible d'atteindre la cible d'ici 2020 pour limiter la hausse à 2°C avec des actions résolues qui fixeraient une taxe ou un prix au carbone d'au plus 100\$ la tonne. Nous verrons rapidement si la volonté politique d'aller dans ce sens sera au rendez-vous. Malheureusement, elle n'y sera certainement pas au Canada.

Un petit groupe de pays couvrant à peine 15% des émissions mondiales et incluant l'Union européenne et l'Australie s'était engagé à Doha en 2012 à prolonger les effets du protocole de Kyoto (PK2) jusqu'en 2020. Le Canada pour sa part a renié à cette occasion son engagement au Protocole de Kyoto. Mais un nouveau gouvernement conservateur a été élu en Australie au début septembre 2013 avec à sa tête un négateur des changements climatiques. Cela n'augure rien de bon de ce que fera l'Australie à cet égard au cours de ces négociations pour l'après 2020.

Jeu des acteurs clé

Le jeu des acteurs clé devra être examiné au plus près. Depuis 15 ans, on assiste à un basculement de la carte des pays émetteurs. Les pays industrialisés répertoriés à l'Annexe 1 du protocole de Kyoto ne représentent plus que 40% des émissions mondiales. Les pays émergents et les pays en développement émettent maintenant 60% des émissions mondiales, la Chine étant le premier émetteur mondial. Il faudra donc examiner de près à quelle hauteur la Chine et l'Inde seront prêtes réduire leurs émissions. Les émissions des États-Unis auraient commencé à diminuer et celles de la Chine voient leur croissance ralentir. Il faudra voir s'ils seront prêts à accentuer leurs efforts.

Finances et Adaptation

Dans l'accord de Copenhague, les pays parties prenantes s'étaient engagés à mettre en place un fonds vert de 100 milliards de dollars par année d'ici 2020 afin d'aider les pays en développement à s'adapter aux changements climatiques; 30 milliards devaient être débloqués à court terme. Mais le fonds vert est toujours vide. Cette question reviendra à l'ordre du jour de Varsovie.

Domages et pertes

Devant l'incapacité des pays industrialisés à réduire leurs émissions et la montée qui s'annonce des périls climatiques la question des réparations et dommages avait l'objet de vives discussions à Doha et avait rencontré l'opposition des États-Unis. Le sujet sera à nouveau sur la table à Varsovie et fera sûrement partie du grand accord de Paris en 2015.

Mécanisme de Développement Propre (MDP) et la Mise en œuvre conjointe (MOC)

On a beaucoup critiqué les mécanismes d'équité de réduction des émissions que sont le MDP et la MOC prévus au protocole de Kyoto pour leur lourdeur bureaucratique et les effets d'aubaine qu'ils pouvaient susciter. L'amélioration de ces mécanismes dans le cadre d'un nouvel accord aussi sera en discussion.

REDD et LULUCF

L'accord post-Copenhague de Cancun en 2010 a posé les jalons de la mise en place de mécanismes de préservation du carbone des forêts et des terres (REDD Reducing emissions from deforestation and forest degradation et LULUCF Land use, land-use change and forestry). La déforestation et la dégradation des terres produit 20% des émissions mondiale de GES. La mise en place de ces dispositifs est donc à suivre de près. Un des enjeux : les dispositifs de mesure, de transmission et de vérification.

Les émetteurs transnationaux

Autre enjeu : comment réduire les émissions des émetteurs transnationaux que sont l'aviation civile et le transport maritime.

Rôle de la présidence

Enfin, le rôle de la présidence polonaise au cours de cette conférence devra être attentivement scruté. La Pologne produit 90% de son électricité en brûlant du charbon. Dans les négociations européennes autour du paquet énergie-climat pour atteindre les objectifs européens de réduction des GES de 20% en 2020, ce pays a appuyé davantage sur le frein que sur l'accélérateur. Aujourd'hui la Pologne veut exploiter les gaz de schiste que son territoire recèlerait alors même que selon de récentes études américaines, les émissions fugitives de méthane associées à l'exploitation des gaz de schiste confèrent à cette exploitation un pouvoir de réchauffement équivalent à celui du charbon. Le rôle de la présidence dans ces conférences s'est au fil des ans avéré crucial pour obtenir des résultats. Les attentes vis-à-vis de la Pologne sont pour le moins mitigées. Mais espérons qu'elle va nous surprendre.